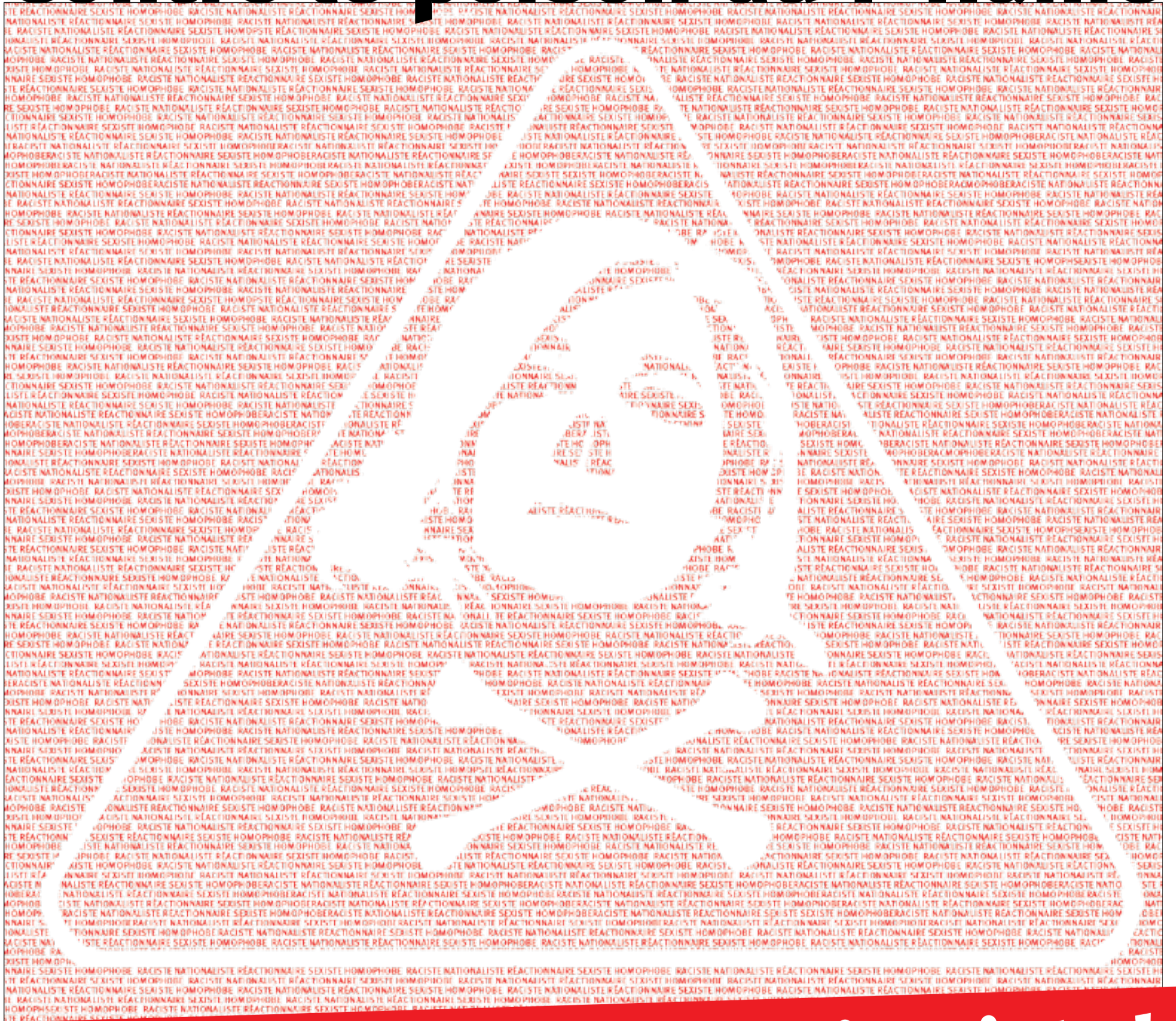


## Contre le poison du F-Haine



# Riposte sociale et antiraciste!

M 04249 - 213 - F : 1,20 €

**Dossier**  
**PS partout, justice nulle part?**  
 Pages 6 et 7



**ÉDITO**  
**Autonomie ou opposition?**  
 Page 2

**PREMIER PLAN**  
**Immigration : Europe meurtrière et multirécidiviste**  
 Page 3

**ACTU POLITIQUE**  
**Loi de financement : un budget à faire crever la sécu**  
 Page 4

**LIBRE EXPRESSION**  
**Le boson de Higgs, et alors?**  
 Page 12



édito

Par YVAN LEMAITRE

## Autonomie ou opposition ?

«**C'**est le moment d'affirmer notre autonomie!» a lancé Jean-Luc Mélenchon en clôture de la convention du PG consacrée aux élections 2014, en réponse à Pierre Laurent qui prône le rassemblement avec la majorité gouvernementale. Et de dénoncer la politique et les capitulations du gouvernement, «voilà pourquoi il faut se fâcher et maintenir, quoi qu'il en coûte, le feu de la colère.» Jean-Luc Mélenchon module cependant sa colère. Celle-ci se concentre sur les grandes villes de plus de 100 000 habitants — ailleurs, il faut voir selon les situations — et principalement sur Paris. «Je déplore l'exemple désastreux qui sera donné si, à Paris, un des partenaires décide de quitter le Front de gauche pour une liste d'union», a-t-il affirmé tandis que Danielle Simonnet, tête de liste PG dans la capitale, estimait qu'en «aucun cas on ne peut troquer l'Humain d'abord pour quelques places d'abord». Mélenchon brandit la menace: «Personne n'est obligé d'être membre du Front de gauche. C'est un choix libre. On vient si on est d'accord avec l'indépendance!»

La crise est sérieuse puisque sur Paris, la majorité du conseil départemental du PCF s'est prononcée pour des listes d'union avec le PS. Les militants trancheront cette semaine. La crise est sérieuse et vient souligner et accentuer la contradiction qui taraude le Front de gauche: être dans la majorité gouvernementale ou s'opposer à elle, il faut choisir. Malheureusement, Mélenchon lui-même ne choisit pas. L'autonomie du 1<sup>er</sup> tour vise à construire un rapport de forces pour négocier le rassemblement au second. Pour notre part, nous militons pour un tout autre rassemblement, le rassemblement d'une opposition de gauche à ce gouvernement des riches et des patrons. Dans bien des villes, nous discutons avec nos camarades du PG, parfois du PCF, de construire des listes pour les élections municipales. Non seulement des listes autonomes mais d'opposition à ce gouvernement et à la politique que sa majorité met en œuvre au niveau de tout le pays, indépendantes au premier tour comme au second, des listes qui soient des outils pour porter «le feu de la colère» dans les mobilisations, pour imposer nos droits.

## BIEN DIT

Quand je pense à la politique, aux gens qui ont le pouvoir, j'ai de moins en moins confiance. Je me dis que la seule solution qu'on ait, nous, c'est de nous bouger par nous-mêmes. Sans compter trop sur personne.

ISABELLE MAURER, «La chômeuse face à Copé, c'est moi: aucun député ne peut comprendre notre souffrance», propos recueillis par Henri Rouillier, pour le *Nouvel Observateur*.

## À la Une

# Contre le poison du F-Haine, riposte sociale et antiraciste

*Si elle ne reste qu'une élection partielle concernant un nombre d'électeurs limité, l'accession d'un membre du Front national au conseil général du Var constitue un sévère avertissement à l'ensemble des forces politiques de gauche de ce pays, et à tous ceux qui sont attachés aux valeurs de solidarité, d'égalité des droits et de progrès social.*

**E**lle sonne aussi le glas pour ceux qui nourrissent encore des illusions sur la capacité des «fronts républicains» à endiguer la progression de l'extrême droite au nom de prétendues valeurs républicaines communes.

### Défaite annoncée

Pourtant, au delà des déclarations indignées, et des tentatives d'auto-justification des uns et des autres, le résultat de ce scrutin est tout sauf une surprise. On aurait pu titrer cet article «chronique d'une défaite annoncée» dès la semaine passée, tant les raisons de la débâcle étaient connues de tous: une abstention massive, un candidat de gauche éliminé dès le premier tour, un Front national doublant le nombre de voix de la candidate de l'UMP, toutes les conditions étaient réunies pour un scénario catastrophe. En moins d'un an, la gauche de gouvernement aura connu 11 défaites consécutives (8 à des élections législatives partielles et 3 à des cantonales) sans en tirer le moindre enseignement. Incapable de répondre aux exigences sociales et appliquant une politique d'austérité identique à celle de ses prédécesseurs, le gouvernement socialiste s'est montré tout autant incapable de défendre la seule mesure progressiste prise depuis son retour aux affaires: celle

du mariage pour tous. Laissant la rue à la réaction, tétanisé par l'ampleur des «manifs pour tous», il battait en retraite sur la bataille des idées en remettant encore une fois à plus tard le projet de loi sur le droit de vote des étrangers aux élections locales.

### Valls et ce gouvernement responsables!

En intronisant, de facto, Manuel Valls, premier flic de France, comme véritable porte-parole du gouvernement, François Hollande et Jean-Marc Ayrault ont pris une lourde responsabilité: celle de rompre avec les valeurs communes à tout un camp social, héritées de plus d'un siècle de luttes contre les discriminations, pour l'égalité des droits, contre le racisme et le fascisme. Valls, poursuivi en justice par le MRAP pour «incitation à la haine raciale», s'acharne contre les Roms en détruisant systématiquement leurs lieux d'habitation, traque implacablement les sans-papiers, stigmatise la partie la plus défavorisée de la jeunesse des quartiers populaires, provoque les musulmans, particulièrement les femmes portant le voile, et cautionne presque la légitime défense (l'affaire du bijoutier de Nice). Il reste le plus efficace pourvoyeur de votes pour l'extrême droite, par une surenchère démagogique et un «tout répressif» digne de ses prédécesseurs.

Loin de ramener les électeurs égarés au bercail, cette politique cynique ne fait au contraire que valider la célèbre formule de Jean-Marie Le Pen «les gens préféreront toujours l'original à la copie»...

### Engager la contre-offensive

Face au danger que représente la montée en puissance d'un parti raciste, xénophobe, nationaliste, sexiste, homophobe, dont la direction politique reste fasciste, il n'est plus temps d'attendre ou de tergiverser, mais d'organiser la contre-offensive. En premier lieu en redonnant confiance en leur force collective à celles et à ceux, et ils sont nombreux, qui refusent l'idéologie de haine et d'exclusion véhiculée par le Front national et ses satellites. C'était le sens de la manifestation de riposte à la tenue de l'université d'été du F-Haine à Marseille il y a un mois. C'est le sens que donnent à leur action les collectifs antifascistes qui

se sont créés ou renforcés depuis cet été, notamment par l'adhésion de nombreux jeunes choqués par l'assassinat de Clément Méric et bien décidés à s'affronter à cet ennemi mortel pour la classe ouvrière et notre camp social.

Brigoles est un nouvel avertissement, espérons un choc salutaire, pour engager la contre-offensive. Tous les anticapitalistes doivent s'y employer, et participer à la construction de cadres unitaires et permanents, locaux et nationaux, contre l'extrême droite. Cette situation nécessite aussi la clarté politique: la lutte contre la montée de l'extrême droite et des idées réactionnaires est indissociable de la lutte contre ce gouvernement et sa politique qui sème le désespoir et le désarroi, dont la démagogie de Marine Le Pen et de ses acolytes se nourrissent.

Il est plus que temps, mais il est encore temps. *No pasaran!*

Simon Gorri

Marseille le 14 septembre. PHOTOTHÈQUE ROUGE/NILS



## ALCATEL-LUCENT

# Liquidateurs d'emplois

*Jusqu'à maintenant, les accords compétitivité avaient essentiellement frappé dans l'industrie automobile avec comme fond de justification, la crise profonde du secteur. Avec Alcatel c'est l'industrie électronique qui vient sur le devant de la scène sociale et, au vu de l'ampleur des prétentions patronales, sur la scène politique.*

**D**ans le cadre du gigantesque Monopoly industriel mondial permanent, en 2006 le mariage du groupe français Alcatel et de l'américain Lucent donnait naissance au n°1 mondial des équipementiers de télécommunication.

### Leur faillite

Économie d'échelle, mise en commun de secteurs d'activité et de recherche devaient donner au groupe une rentabilité confortable. Avec, en conséquence, des centaines de suppressions de postes. Concurrence des pays émergents, erreurs

dans les stratégies industrielles ont conduit le groupe à un endettement de 6 milliards d'euros. Pour les patrons du groupe, une seule solution: faire des économies sur le dos des salariés. Leur sixième plan de restructuration prévoit des mesures brutales: en France deux sites fermés rapidement, trois autres cédés dans le cadre d'externalisation, 10 000 suppressions d'emplois dans le monde dont 900 en France, auxquels il faut ajouter 900 «externalisations». Leur politique a déjà conduit à 12 500 suppressions de postes en 2007, 4 000 en

2008, et le dernier plan de 1 420 n'est même pas terminé. Dans le même temps, les dirigeants se sont succédé abandonnant tour à tour le navire, dont Tchuruk avec son fameux parachute doré de 5,7 millions d'euros. Pour le syndicaliste responsable de la CFE-CGC, François Schmetts: «Ce n'est pas parce que l'on négocie qu'on parvient à un accord. Nous sommes tout à fait conscients de la gravité de la situation du groupe, mais nous voulons que les efforts soient répartis équitablement entre les pays. C'est le minimum.» D'autres critiquent la

stratégie industrielle qui tend à déplacer le centre de gravité de la France vers les États-Unis: «L'objectif, c'est de faire baisser le nombre d'emplois supprimés en France et le nombre de fermetures de sites», selon le délégué central CFDT. Du côté du gouvernement, la ministre de l'Économie numérique, Fleur Pellerin, et celui du Redressement productif, Montebourg, appellent les opérateurs (SFR, Bouygues et Free) à «avoir un comportement vertueux et patriote... lors des grands appels d'offres liés à la 4G». Le 9 octobre, après avoir rappelé qu'Alcatel touche environ 80

# Un monde à changer

**PALESTINE.** Un rapport de l'ONU de 2012 a averti que l'aquifère de Gaza deviendra inutilisable d'ici 2016, et sera endommagé de manière irréversible avant 2020. 170 millions de m<sup>3</sup> d'eau sont pompés chaque année, ce qui est le triple de la proportion renouvelable (55 millions), et provoque une salinisation importante. Cette situation renvoie à un problème général pour l'accès à l'eau en Palestine occupée. Selon le rapport d'information de l'Assemblée nationale française sur « La géopolitique de l'eau », déposé en 2011, 450 000 colons israéliens en Cisjordanie utilisent plus

d'eau que 2,3 millions de Palestiniens. En 1967, dès le début de l'occupation, les autorités israéliennes ont pris le contrôle de la totalité des ressources en eau de la Cisjordanie. Pour toute construction de puits, quelle que soit la zone, il faut obtenir leur permission. Elles régulent la distribution de l'eau et en fixent les prix. Les « puits » forés spontanément par les Palestiniens en Cisjordanie sont systématiquement détruits par l'armée israélienne. Pourtant, un comité conjoint sur l'eau a été créé par les accords d'Oslo II mais, de fait, Israël a un pouvoir de veto sur toute demande.

## IMMIGRATION

# Europe meurtrière et multirécidiviste

*Au grand festival de l'indécence, le chef du gouvernement italien Enrico Letta vient de faire exploser tous les compteurs. Et cela alors même que huit jours après la mort tragique de 350 migrants au large de Lampedusa, un nouveau naufrage au large de Malte a provoqué la mort de 50 réfugiés.*

**E**n décrétant des funérailles nationales pour les morts de Lampedusa et en leur accordant la nationalité italienne à titre posthume, au moment même où le parquet d'Agrigente inculpait 114 adultes rescapés du délit d'immigration clandestine (le exposant ainsi à un retour forcé et une amende de 5 000 euros), Enrico Letta a fait une éclatante démonstration du cynisme de l'Union européenne. Car c'est ce même Letta qui demande à l'Europe « d'accroître son niveau d'intervention », autrement dit de persévérer en l'aggravant dans sa politique meurtrière. Enfonçant le clou, le ministre de l'Intérieur italien appelle à changer les règles qui « font trop peser sur les pays d'entrée le fardeau de l'immigration clandestine » et à surveiller davantage les côtes.

### Les bons sentiments de Hollande

Notre bon Président n'est pas en reste. Ne vient-il pas d'annoncer qu'il allait proposer à nos

partenaires européens une politique qui devra s'articuler « autour du triptyque, prévention, solidarité, protection » ? Et Hollande de préciser sa pensée...

La « prévention » ? Une « meilleure coopération avec les pays d'origine et un meilleur accueil des réfugiés au plus près des zones de conflit ». En clair, poursuite de la politique d'externalisation qui délègue aux pays « d'origine » et de transit la charge du contrôle des frontières, construction de camps, d'enfermement plus ou moins avoué...

La « solidarité » ? « Une politique euroméditerranéenne beaucoup plus active en amplifiant encore le soutien aux pays des printemps arabes ». Cela comprend certainement ces « accords de gestion concertée des flux migratoires » dont le principe est de mettre notre « soutien » sous condition d'une plus grande implication dans la traque des migrants : en vertu de quoi, on mourra peut-être un peu plus dans le Sahara ou au pied de la barrière de Ceuta et Melilla. La « protection » ? Il ne s'agit surtout

pas de la protection des migrants, mais de la « nôtre », supposée passer par « un renforcement de la surveillance des frontières, qui est le rôle de l'agence européenne Frontex, et une lutte plus efficace contre les passeurs ».

### Pour une Europe des peuples

Tout cela se situe en somme dans le droit fil d'une politique globale, dont le rapporteur spécial sur les droits des migrants aux Nations Unies reconnaît dans un tout récent rapport, par ailleurs assez bienveillant, qu'elle comporte tout de même « des lacunes importantes dans la protection effective des droits des migrants ».

Au nombre de celles-ci, il compte le fait que « les migrations irrégulières sont largement considérées comme un problème de sécurité auquel il doit être mis fin. Cette conception est en

totale contradiction avec la démarche consistant à définir le migrant comme un individu qui détient les mêmes droits que les autres personnes ». Et dans ses conclusions, le rapporteur note : « Un discours politique dominant qui associe l'immigration clandestine à la criminalité et à l'insécurité, repris en boucle par les États membres, légitime plus encore les pratiques consistant à externaliser le contrôle des frontières par le biais de mécanismes, tels que le placement des migrants en détention, les renvois et les réadmissions ».

Pour le NPA, la seule réponse est l'appel à la construction d'une Europe des peuples, une Europe ouverte sur laquelle les habitants de Lampedusa ont heureusement anticipé en accueillant Letta et son complice Barroso aux cris d'« assassins ! ».

**François Brun**

Les rescapés du naufrage au nord de Malte. DR



millions d'euros au titre du « crédit d'impôt recherche », Jean-Marc Ayrault déclarait : « S'il n'y a pas d'accord majoritaire, le plan social ne sera pas agréé, puisque maintenant, la loi donne à l'État la responsabilité de le faire »...

### L'indispensable mobilisation

Tout cela ne risque pas de faire revenir Alcatel sur ses projets. Au contraire, la loi sur la compétitivité issue de l'ANI va permettre au groupe mettre en œuvre son plan avec des délais raccourcis, des garanties moindres pour celles et ceux qui changeront de site ou qui seront licenciés. Comme à chaque fois, la mobilisation est difficile. Au fil des années, la stratégie patronale de suppression de postes, licenciements, départ anticipés, engendrent un fatalisme démobilitateur. Pourtant des ripostes ont

déjà eu lieu dès l'annonce du plan, avec des débrayages parfois massifs, comme sur le site d'Orvault promis à la fermeture ou à la cession. Ce mardi 15 octobre, la manifestation devant le siège d'Alcatel à Paris a réuni plus d'un millier de salariéEs en colère venuEs de la plupart des sites concernés ou non. Pour se construire, la mobilisation de celles et ceux d'Alcatel doit trouver deux points d'appui. Tout d'abord une revendication claire de refus de toute suppression de poste, de tous les licenciements, de toutes les mutations, en posant la question de l'expropriation du groupe si la direction refuse de revenir sur son plan. En même temps, il faut rechercher et construire les convergences.

En bloquant l'aéroport de Brest puis en rejoignant des groupes de Jeunes agriculteurs, de la FDSEA et

d'agriculteurs, les salariéEs de l'agro-alimentaires de Doux, Tilly-Sabco, Marine Harvest et Gad, montrent la voie de convergences

possibles. Pas sûr que les « politiques » rencontrés à Brest et Morlaix aient entendu leurs messages. En s'y mettant toutes et tous,

la montée des mobilisations faisant reculer patrons et gouvernement pourrait se faire à l'Ouest...  
**Robert Pelletier**



## Le chiffre

# 3 000

C'est le nombre de décès dus à l'amiante chaque année selon Pierre Pluta, président de l'Andeva. Plusieurs milliers de personnes ont manifesté samedi 12 octobre à Paris « pour la justice contre l'oubli ». La manifestation est partie de la tour Montparnasse où des dépassements répétés de seuils autorisés de poussière d'amiante ont été signalés.



## Agenda

### Vendredi 18 octobre, réunion publique, Blois.

À 18h, salle des Sarrazines, rue Latham, près de l'office HLM, avec Philippe Poutou.

### Vendredi 18 octobre, réunion publique, Valence.

À 19h, salle Espace 16 avenue Georges-Clemenceau, avec Christine Poupin.

### Samedi 19 octobre, fête du NPA, Bourg-en-Bresse.

À partir de 17h, débat, apéro, musique et repas, et à 20h30 meeting avec Olivier Besancenot.

### Samedi 19 octobre, manifestation contre le gaz de schiste, Montélimar.

À partir de 14h, rond-point Saint-James, avec Christine Poupin.

### Samedi 26 octobre, manifestation pour les droits des prisonniers politiques basques, Bilbao.

Avec Philippe Poutou.

## NO COMMENT

*L'afflux des réfugiés à Lampedusa et bientôt chez nous me fait regretter la disparition du régime Khadafi en Lybie !*

PHILIPPE MARINI, sénateur UMP, sur Twitter le samedi 12 octobre

## l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
01 48 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
01 48 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0414 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication :**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction :**  
Manu Bichindaritz

**Maquette :**  
Ambre Bragard,  
Goulven Schaal

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**

## UMP Entre affaires et guerre de chefs

Sarkozy, Fillon, Copé... Les rivalités agitent une UMP paralysée et sans ressort face au FN. Celui-ci attire l'électorat de droite, dont une large fraction se dit favorable à des accords droite - extrême droite. Cela pendant que les affaires alimentent la chronique...

**F**illon se proclame candidat de la « vraie rupture » et affirme être « en conflit avec Nicolas ». « Il faut que je me libère » affirme-t-il sans rire ! Et Copé cherche à occuper la place abandonnée par Fillon pendant que Sarkozy essaye de se défaire des affaires qui le rattrapent comme elle rattrapent l'UMP. Certes, il a pu bénéficier d'un non-lieu dans l'affaire Bettencourt, mais il n'en est pas quitte pour autant avec la justice. Dans l'affaire Karachi, les accusations, en France par un ancien intermédiaire — Ziad Takkiedine — ou en Libye par d'anciens proches de Kadhafi, ne sont pas élucidées. Et deux journalistes, Gérard Davet et Fabrice Lhomme, le soupçonnent de détenir un compte en Suisse.



### « Politique » du fric...

Dans le même temps, Éric Woerth, l'ancien trésorier de l'UMP, a été renvoyé en correctionnelle. Alliot-Marie fait l'objet d'une information judiciaire pour « abus de confiance » au préjudice de plusieurs associations locales, au sujet de mouvements de fonds suspects entre des associations liées à l'office de tourisme de Saint-Jean-de-Luz et un hôtel de luxe... dirigé par Bernard Marie, père d'Alliot-Marie !

À Corbeil-Essonne, Dassault doit être entendu comme témoin assisté pour « complicité de tentative d'assassinat ». Cela fait suite aux déclarations d'un homme de main du millionnaire en fuite depuis qu'il a tenté d'assassiner un de ses acolytes qui probablement réclamait son dû. Et cela dans le cadre d'une enquête pour corruption, abus de biens sociaux, blanchiment et achat de votes présumés...

Cerise sur le gâteau, Patrick Balkany, député-maire de Levallois-Perret, intime de Sarkozy déjà condamné en 1996 à quinze mois de prison avec sursis et deux ans d'inéligibilité pour avoir utilisé trois employés municipaux à son service personnel, est l'objet d'une enquête pour récidive ainsi que pour avoir empêché des commissions occultes versées par les entreprises travaillant pour l'office des HLM des Hauts-de-Seine. Il est accusé par Didier Schuller, ex-élu RPR, condamné en 2007 pour financement illégal du RPR, d'avoir bénéficié d'une partie de cet argent qu'il aurait investi dans des biens immobiliers... À l'UMP, la « rupture » avec le fric, c'est pas pour demain !

Yvan Lemaître

17 OCTOBRE 1961

# Devoir de mémoire

*Il y a 52 ans, à quelques mois de la fin de la guerre d'Algérie, des dizaines d'Algériens — peut-être jusqu'à 200 — furent tués par la police française alors qu'ils manifestaient pacifiquement à Paris contre le couvre-feu raciste qui leur était imposé depuis le 5 octobre. Jamais dans l'histoire contemporaine de l'Europe occidentale une manifestation de rue n'a provoqué une répression d'État aussi violente.*



ELIE KAGAN

**P**ourtant pendant des années, cette journée a été presque totalement occultée de la mémoire collective. Aujourd'hui, au moment où un Front national de plus en plus menaçant mais aussi une partie de la droite voudraient imposer leur vision colonialiste et raciste de l'histoire, un devoir de mémoire s'impose. Le soir du 17 octobre, à l'appel du FLN, 30 000 Algériens se dirigeaient pacifiquement vers différents points de rassemblement à Paris mais le gouvernement était décidé à ne pas les laisser « parader » dans Paris. Aux sorties de métro, la police procéda à des arrestations massives. Au total, plus de 12 000 personnes furent arrêtées. Des milliers d'Algériens furent jetés dans des bus, emmenés dans des stades ou entassés dans des commissariats. Ils seront violemment matraqués, tabassés, torturés

et certains finiront par être jetés à la Seine. On repêchera des dizaines de cadavres. À d'autres endroits, la police tira sur la foule, tuant des dizaines de manifestants.

### Déchaînement de violence

Au cœur des responsabilités se trouve le préfet de police de Paris, Maurice Papon. Malgré sa collaboration active avec les Nazis, il échappa à l'épuration en 1945. Dans les années 1950, il occupera des postes importants, y compris en Algérie, et deviendra un fervent partisan de l'Algérie française. L'immense majorité des policiers qui avaient appliqué la politique de Vichy étaient également toujours en poste sous ses ordres en 1961. Quant aux brutalités du 17 octobre, ce n'étaient pas des « bavures » mais une politique délibérée. Après la mort de plusieurs policiers sous les balles du FLN, Papon avait annoncé la couleur : « pour un

coup donné, nous en porterons dix ». Cependant, Papon n'a pas agi tout seul. Le Premier ministre Michel Debré et le ministre de l'Intérieur Roger Frey pensaient aussi que, par la répression, ils pouvaient encore sauver l'Algérie française. En septembre et octobre, elle fut féroce, avec un total de morts algériens estimé à 350. De Gaulle avait fini par considérer l'indépendance de l'Algérie comme inévitable. Mais on peut imaginer que, de manière parfaitement cynique, il n'était pas opposé non plus à une démonstration de force susceptible à ses yeux de mettre la pression sur le FLN lors des négociations.

### Pourquoi l'oubli ?

Les grands journaux reprirent la version officielle de « deux morts ». La télévision — une seule chaîne à l'époque, totalement contrôlée par l'État — ne montra que quelques

images de « terroristes » arrêtés ou de fauteurs de troubles expulsés en Algérie. Les rares tentatives de révéler la vérité (livre et film) furent tout simplement censurées. Ce ne sera que beaucoup plus tard, surtout en 1991 avec le livre pionnier et passionnant de Jean-Luc Einaudi<sup>1</sup> que l'étendue du massacre apparaîtra au grand jour. Cependant, les partis de gauche ne sont pas sans leur part de responsabilité dans « l'oubli ». En premier lieu, le PS qui n'avait aucun intérêt à revenir sur une période où son ancêtre, la SFIO, avait mené une politique colonialiste honteuse. Pour le PC, après avoir voté les « pouvoirs spéciaux » au gouvernement PS, il a dénoncé les horreurs de la guerre et a appelé à « la paix » mais sans jamais revendiquer le droit à l'indépendance. Du coup, il lui était difficile de se mettre du côté du FLN contre la politique impérialiste du gouvernement français. La mémoire que le PC a fait vivre pendant des années a été celle des 9 morts du métro Charonne en 1962, des Français membres du PC qui manifestaient pour la paix et non celle du 17 octobre.

À l'époque, des militants d'extrême gauche s'opposèrent de manière intransigente à la politique colonialiste de leur propre gouvernement. Aujourd'hui, plus que jamais, notre devoir de mémoire est de mieux faire connaître cette histoire et de refaire vivre cet internationalisme, en s'opposant à toutes les guerres impérialistes françaises et en revendiquant le droit d'installation en France de tous ceux qui fuient la misère créée par la politique meurtrière de notre gouvernement.

Ross Harrold

1. La Bataille de Paris, Points, 7,60 euros

## LOI DE FINANCEMENT

# Un budget à faire crever la sécu

*Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) enserme les dépenses dans une enveloppe globale sans tenir compte des besoins sociaux. Depuis sa création par Juppé en 1995, ce budget impose des cures d'austérité à la Sécu.*

**L**e document gouvernemental de présentation du nouveau PLFSS l'avoue, en 2014 « une nouvelle étape » sera franchie. Le gouvernement PS-EELV veut « garantir la pérennité de notre système de protection sociale ». Les coupes sombres imposées à toutes les branches de la Sécu et au secteur médico-social atteindront donc des niveaux record, et « des mesures structurelles » consacrées entre autres à « la généralisation de la complémentaire santé » démantèleront la branche maladie.

### Des « efforts » !

« Avec le PLFSS pour 2014, ce seront 8,5 milliards d'euros d'effort qui seront réalisés l'année prochaine » dit le texte gouvernemental. Des « efforts » d'abord pour les retraités :

les cotisations augmenteront de 0,15 %, la revalorisation des pensions sera reportée au 1<sup>er</sup> octobre de chaque année (sauf pour les bénéficiaires du minimum vieillesse) et les majorations de pension de 10 % pour les retraités ayant élevé 3 enfants ou plus seront soumises à l'impôt. Pour les actifs : « Cet effort est assuré par l'allongement de la durée de cotisation ».

Pour les familles, des économies seront réalisées sur des allocations, notamment la prestation d'accueil du jeune enfant et en plafonnant l'avantage fiscal accordé selon le nombre d'enfant (quotient familial). La cotisation patronale commencera à diminuer et sera totalement supprimée dans quelques années. La TVA « sociale »

sarkozyste sera progressivement mise en œuvre pour compenser le désengagement patronal du financement des allocations familiales.

440 millions d'euros d'économies nouvelles sont exigés dans les hôpitaux publics. La tarification à l'activité est maintenue, mais réformée : une dégressivité tarifaire sera appliquée si l'activité est supérieure aux seuils fixés par l'État... afin de réaliser des économies supplémentaires. Les restructurations, suppressions de lits, fermetures d'établissements, réduction de personnel vont prendre encore plus d'ampleur. Pour les malades, les dépenses de l'assurance maladie ne devront pas progresser de plus de 2,4 %, la plus faible croissance depuis 15 ans. La commission des comptes de la Sécu chiffrerait l'évolution tendancielle à 3,8 % !

La part des soins remboursés par la Sécurité sociale ne cesse de diminuer : elle n'est plus que de 56,2 % pour les soins courants (médecins, infirmières,

médicaments...). La généralisation de la couverture complémentaire permettra d'accentuer le processus de retrait de la Sécu, au profit des complémentaires santé, assurances privées et mutuelles. Les mutuelles fonctionnent désormais avec la même logique marchande que les assurances, en offrant par exemple le choix du contrat. Les publicités prétendent laisser la possibilité de choisir sa couverture selon ses besoins... En réalité, le choix se fait selon ses moyens. Preuve d'une privatisation rampante de l'assurance maladie.

S. Bernard



VO NGUYEN GIAP

# Un combat de libération au Vietnam

Le général Vo Nguyen Giap est mort à Hanoi le 4 octobre 2013, à l'âge de 102 ans. Militant anticolonialiste, puis communiste, depuis les années 1930, il est devenu le responsable politico-militaire vietnamien le plus renommé, connu notamment pour son rôle dans la bataille de Diên Biên Phu qui sonna le glas de l'Empire français.

Après Hô Chi Minh – « l'Oncle Ho » dont il était proche –, Vo Nguyen Giap est le seul dirigeant du Parti communiste vietnamien de renommée internationale. Si bien d'autres cadres du PCV mériteraient d'être mieux connus, ce prestige n'est pas volé : au sein d'une direction collégiale, Giap incarne de par ses fonctions successives le versant politico-militaire d'un combat de libération nationale mené 30 ans durant face aux occupations japonaise, française et étatsunienne. Dès la Seconde Guerre mondiale,

il est chargé de constituer les Brigades de propagande armées qui donneront naissance – après la Révolution d'Août 1945, la proclamation de l'indépendance du pays, puis la nouvelle invasion française en 1946 – à l'Armée populaire dont il devient le commandant en chef. En 1954, il joue un rôle majeur dans la victoire vietnamienne de Diên Biên Phu qui sonne le glas de l'Empire colonial français. Après une mise à l'écart dans les années 1960, il occupe à nouveau des responsabilités centrales dans les offensives de 1973-1975 qui conduisent à la chute du régime de Saïgon et à une fuite désordonnée des dernières forces US.

## Une pensée militaire et politique

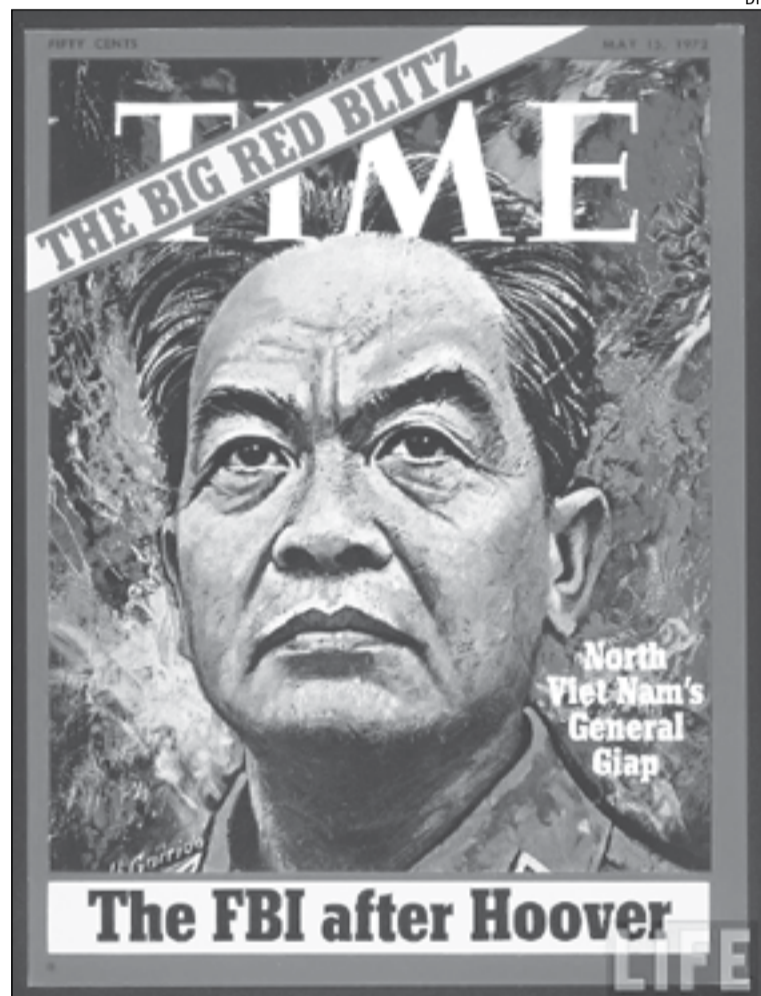
Initialement, la pensée militaire vietnamienne et l'organisation de l'armée de libération doivent beaucoup au précédent maoïste et à l'aide de conseillers chinois. Les principes de la « guerre du peuple » sont les mêmes, mais ils ont dû être adaptés à un contexte différent : impossible au Vietnam de jouer comme en Chine sur l'immensité géographique et démographique ou sur la rivalité entre impérialismes (sauf en 1945). Le PCV a notamment déployé comme jamais auparavant le champ d'action politique et diplomatique international : aider au développement des très divers mouvements de solidarité, réduire le coût de la fracture sino-soviétique, imposer progressivement son autorité propre dans les négociations de paix... Le lien entre mobilisation militaire

en masse, Front de libération nationale et révolution sociale est l'un des principes de base de ladite « guerre du peuple ». En ce domaine, tous les textes de référence vietnamiens soulignent les dangers symétriques du « gauchisme » (réduire le front de résistance nationale par des mesures sociales trop radicales) et « opportunistes » (démobiliser le peuple paysan en ne répondant pas à ses attentes en matière de réforme agraire). L'originalité des écrits de Vo Nguyen Giap est de ne pas s'en tenir à des généralités, mais d'indiquer, fusse brièvement, quand le PCV a commis de telles erreurs.

## Un grand prestige

Marginalisé au bureau politique par le déclin d'Hô Chi Minh qui meurt en 1969, Giap a gardé une rare liberté de parole et a mené bataille contre le « noyau dur » de la direction du parti et le « modèle chinois », ses erreurs « de gauche » (telle la réforme agraire au Nord Vietnam) ou « de droite » (telle l'ouverture tous azimuts au marché mondial). Il engage encore en 2009 l'un de ses derniers combats, contre un projet gigantesque et destructeur d'exploitation par la Chine de mines de bauxite à ciel ouvert sur les hauts plateaux du Sud – avec un certain succès. Exclu du comité central en 1996, Vo Nguyen Giap n'était pas en odeur de sainteté au sein de la direction du PCV, mais il a gardé un très grand prestige non seulement sur le plan mondial, mais aussi au Vietnam. En témoigne l'affluence considérable aux cérémonies officielles en son honneur, le 13 octobre, dans de nombreuses villes, notamment à Hanoi, dans sa province natale de Quang Binh, à Ho Chi Minh Ville (Saïgon). Une affluence spontanée, du Nord au Sud, avec la présence très notable d'une jeunesse qui n'a pas connu les années de guerre.

Pierre Rousset



SYRIE

# Solidaires de la révolution

Sans que le monde en prenne conscience, l'insurrection syrienne est en train d'écrire une des pages les plus héroïques de l'histoire des révolutions populaires. Déterminé à faire tomber une dictature aussi féroce que corrompue, rarement un peuple aura résisté aussi longtemps, quasiment abandonné face à ses ennemis.

Refusant d'en rabattre sur ses objectifs démocratiques et pluralistes, le peuple syrien lutte maintenant sur trois fronts. Il est confronté aux manœuvres d'une totale hypocrisie des grandes puissances qui ont trouvé un os à ronger sur les armes chimiques, pour mieux gommer l'affrontement inégal entre le peuple qu'on refuse d'armer, le dictateur et maintenant les djihadistes. Ainsi le régime poursuit l'offensive dans la banlieue sud de Damas pour affamer et vider des quartiers entiers comme Al Modammieh et Yarmouk. Pendant ce temps, les djihadistes de « l'État islamique en Irak et au Levant » attaquent dans le nord pour affermir une emprise

contestée dans les zones rebelles. La Syrie est le point le plus aigu du processus révolutionnaire de la région arabe : face à la détermination des peuples du Maghreb et du Moyen-Orient à se libérer, les régimes honnis et leurs armées, les idéologies religieuses ultra-réactionnaires et les puissances impérialistes interviennent en ordre dispersé mais avec un même intérêt à écraser ce mouvement. Face à cela, le mouvement ouvrier et démocratique mondial ne parvient pas à comprendre l'importance décisive d'assumer une solidarité internationale avec ces peuples en lutte, surmontant les poisons du fatalisme et du racisme.

## Passer à l'action !

Pourtant, des axes de solidarité existent pour soutenir la lutte du peuple syrien, en toute indépendance de nos gouvernements. En France, des comités locaux de solidarité sur des bases non confessionnelles se sont créés en coordination avec des réfugiés syriens<sup>1</sup>. Le Comité de secours au peuple syrien a été fondé à Paris il y a juste un an comme structure unitaire visant à exprimer cette solidarité concrète et faire vivre les projets montés par l'association CODDSY : fourniture de fours à pain aux localités syriennes bombardées, et de moyens de premiers secours ; support au centre d'enseignement de Tal-Abyad ; « Caravane magique », animations pour les enfants déracinés de la ville de Saraqueb... Il faut renforcer ces actes de solidarité inestimables pour la survie de la révolution syrienne ! Le NPA soutient aussi ceux qui partagent notre combat pour l'organisation indépendante du mouvement ouvrier et populaire,

comme le Courant de la gauche révolutionnaire.

Ces prochains jours, plusieurs initiatives importantes sont programmées à Paris. Vendredi 18 octobre, le NPA est partie prenante d'un meeting unitaire de solidarité avec le peuple syrien, contre le régime d'Assad et contre toutes les interventions étrangères<sup>2</sup>. Le lendemain, samedi 19 octobre, un rassemblement est organisé par de nombreuses associations<sup>3</sup>, à l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple syrien, pour dire : « face aux crimes contre l'humanité et aux crimes de guerre en Syrie, non à l'impunité ! Aide et accueil aux populations syriennes déplacées ! »

Jacques Babel

1. Voir <http://codssy.org> et <http://secourssyrie.org>

2. Bourse du travail de Paris-République, salle Ambroise Croizat, à partir de 19h, avec Gilbert Achcar, Bernard Dreano et des témoignages de militants politiques et associatifs de la révolution syrienne

3. Place de la République de 14h à 18h



## Le monde en bref

ARGENTINE

# Mobilisation à Paris contre la dictature

Mardi 9 octobre, le tribunal de Paris a examiné une demande d'extradition de Mario Sandoval, poursuivi en Argentine pour crimes contre l'humanité commis pendant la dictature militaire de 1976 à 1983. Des militants et des organisations de solidarité (dont le Comité de solidarité avec les luttes du peuple argentin) ont organisé à cette occasion une mobilisation pour appuyer l'extradition et ont lancé une pétition<sup>2</sup>. Cette mobilisation à Paris, à laquelle participait le NPA, faisait écho à une manifestation à Buenos Aires devant l'ambassade de France. Le cas de Sandoval va au-delà des péripéties judiciaires. En Argentine, sa mise en examen fait partie de la longue lutte du peuple argentin pour le jugement et le châtiement de tous les coupables de la répression, alors que les gouvernements successifs ont fait toutes sortes de compromissions. Comme des milliers d'autres bourreaux, Sandoval a continué sa carrière après 1983 mais en France, dont il a obtenu la nationalité en 1994. Il aurait « travaillé » aussi en Colombie. À l'audience, l'avocat général a demandé un « complément d'information » en affirmant que la demande d'extradition était très incomplète et mal traduite. Le tribunal a décidé de rendre sa décision, qui risque d'être un refus, le 30 octobre. La justice argentine et les gouvernements ont tout fait pour empêcher les jugements et les châtiements des forces armées. La justice et le gouvernement français sont dans le même moule.

La mobilisation pour l'extradition de Sandoval en France est une action de solidarité avec les luttes du peuple argentin qui, aujourd'hui avec la crise, prend une dimension très importante contre le gouvernement, le capitalisme et la domination impérialiste. La suite du long et douloureux combat contre la répression de la dictature reprend avec force.

1. <http://www.calpa-paris.org>  
2. [http://www.petitions24.net/extradition\\_de\\_mario\\_sandoval](http://www.petitions24.net/extradition_de_mario_sandoval)

GUADELOUPE

# Justice coloniale

Lors des grandes grèves en février 2009, Jacques Binot, militant de la CGTG et du LKP était assassiné. En quelques jours et sur la seule foi d'un témoignage reconnu plus tard extorqué par les pressions policières, Ruddy Alexis était arrêté, inculpé et gardé en détention provisoire pendant 44 mois. Trop heureux d'avoir trouvé un coupable indépendant des autorités et malgré les dénégations de celui-ci, Ruddy Alexis ne sera acquitté que le 30 novembre par la cour d'assises de Basse Terre. Aucune preuve ni aucune arme n'ayant été retrouvée. Mais c'était sans compter avec l'appel de la procureure générale qui vient d'obtenir de la Cour de cassation un dépaysement de l'affaire et un nouveau procès qui, lui, se tiendra devant la cour d'assises de Paris... Une mesure exceptionnelle qui déclenche la colère des quatre avocats et une pétition du Comité respect et justice qui dénonce une mesure discriminatoire et défavorable à la défense. Le colonialisme n'est pas mort...



«S

elon que vous serez puissant ou misérable... La célèbre phrase de La Fontaine semble avoir été écrite pour décrire le fonctionnement des tribunaux de la République. Et c'est pourquoi, au moment où les débats sur la justice ne visent qu'à manipuler l'opinion, il est particulièrement urgent

pour le NPA de s'intéresser à cette institution. Car à chaque fait divers, PS, UMP et Front national se livrent à une compétition médiatique sordide pour tenter de gagner quelques points dans l'opinion. Tous dénoncent une justice présentée comme laxiste et plus soucieuse du sort des criminels que de celui de leurs

victimes. De même, il suffit que le Garde des sceaux propose un texte pourtant bien peu ambitieux pour que des polémiques stériles se fassent jour jusqu'au sein même du gouvernement. Le ministre de l'Intérieur y voit aussitôt prétexte à tenir des discours sécuritaires aux relents clairement racistes, et l'examen du texte est renvoyé à plus tard.

Et tandis que s'installe ainsi durablement un climat délétère dont profite l'extrême droite, les vrais enjeux, notamment sociaux, du débat sont systématiquement occultés. Il semble notamment interdit de s'interroger sur la nature de la justice dans nos sociétés capitalistes. L'institution judiciaire apparaît pourtant aujourd'hui clairement comme le bras armé d'une société partie en guerre contre ses pauvres, fussent-ils mineurs. Ceci est tout

particulièrement vrai, bien sûr, de la justice pénale, traditionnellement servile avec les puissants mais de plus en plus implacable avec les faibles ou les militants politiques et syndicaux. À cet égard, l'état des prisons, où croupissent les pauvres et les malades dans des conditions épouvantables, est caricatural. Quant à la justice civile, celle qui règle les litiges entre particuliers, elle est sinistrée par manque de moyens et elle est par ailleurs inaccessible au plus grand nombre en raison du coût de procédure. Et c'est encore trop sans doute, puisque le gouvernement a récemment tenté de réduire le budget destiné à l'aide juridictionnelle, déjà parmi les plus faibles d'Europe...

C'est donc un autre système judiciaire qu'il nous faut inventer, dont la finalité et le fonctionnement seront aux antipodes du système actuel. Une justice transparente, gratuite, rendue par le peuple et pour le peuple.

**Bruno Toussaint**

## PS partout, justice nulle part ?

# Promesses d'hier, renoncements d'aujourd'hui

Avec l'élection de Hollande, ceux qui espéraient un changement sur le plan de la justice, voient leurs illusions s'envoler... Les récentes réformes envisagées s'inscrivent dans le cadre d'une véritable justice de classe.

L'avant-projet de loi Taubira a donné lieu à des attermolements interminables au sein du gouvernement, qui ont amené à un arbitrage au plus haut niveau de l'État.

### Le vote de la loi Taubira reporté

Il n'y aura pas d'examen au Parlement de la réforme pénale avant les élections municipales. Le PS renonce ainsi à voir aboutir rapidement des avancées pourtant minimalistes. Résultat : les dispositions les plus emblématiques de l'ère Sarkozy, telles que les peines plancher, dont l'inefficacité est pourtant largement reconnue, sont maintenues. Et la surpopulation carcérale, qui laisse les détenus dans des conditions abominables, n'est pas prête de s'estomper. Tant pis également pour les travailleurs de l'administration pénitentiaire qui connaîtront encore des conditions de travail déplorables pour longtemps. Présenté en conseil des ministres mercredi 9 octobre 2013, le projet de loi relatif à la prévention de la récidive et à l'individualisation des peines confirme certes la création d'une nouvelle sanction, la « contrainte pénale », mais n'évoque même plus l'abolition de la rétention de sûreté votée sous Sarkozy. De telles tergiversations donnent du temps à la droite pour surenchérir, et les réactionnaires ne s'en privent pas.

Le Figaro en a d'ailleurs profité pour commander un sondage aux questions confuses qui tendait à montrer que les deux tiers des Français s'opposent à la suppression des peines plancher. Sondage immédiatement remis en cause par le site d'information Rue 89.

### Réforme de l'aide juridictionnelle

Autre mesure scélérate concoctée par le gouvernement : dans le cadre du projet de loi de finances 2014 est prévue une réforme de l'aide juridictionnelle, allocation prévue pour aider les justiciables les plus démunis à accéder au prétoire par le financement de leur avocat. La droite n'avait pas osé s'attaquer à une telle mesure, mais l'actuel gouvernement ne se gêne pas pour chercher à faire des économies sur les dos des populations les plus précaires. Il prévoyait ainsi

une diminution du budget de l'aide à l'accès au droit de 10 %, soit 32 millions d'euros, alors que le montant de l'aide juridictionnelle n'est pas augmenté depuis des années. Car, bien sûr, les avocats d'affaires n'étaient pas touchés, seuls ceux acceptant d'assister les populations aux faibles ressources étaient concernés.

Face au tollé général provoqué par un tel projet, et suite à la grève des avocats, le gouvernement a fait machine arrière. Une preuve de plus que la lutte paie, à tous les niveaux ! En tous cas, Taubira a annoncé que le gouvernement allait corriger son erreur et ouvrir enfin une concertation. Il faut rester mobilisé car ce sont les plus démunis qui souffrent de la sous-indemnisation des avocats volontaires et formés qui les assistent.

### Réforme des contentieux sociaux

Ce gouvernement a décidément décidé de s'acharner sur les plus précaires. Cette fois, c'est du côté des tribunaux administratifs que ça se passe. Jusqu'alors, la grande majorité des justiciables qui contestent une décision administrative voient leur affaire jugée en collégialité, c'est-à-dire par trois magistrats. À l'audience, un rapporteur public, magistrat lui aussi, expose son opinion sur l'affaire, ce qui permet au justiciable de comprendre dans quel sens son dossier sera vraisemblablement jugé, et il peut alors apporter toutes précisions au prétoire avant le délibéré. En dépit des protestations des professionnels, le gouvernement a publié

un décret le 15 août 2013 pour réformer le système à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 à l'encontre des contentieux dits sociaux. Cette réforme n'affecte pas les contribuables les plus riches, ceux qui contestent l'impôt sur les sociétés ou la TVA qui leur sont réclamés, ou le promoteur immobilier qui critique le refus du maire de lui délivrer un permis de construire par exemple. En revanche, le chômeur qui conteste sa radiation par Pôle-Emploi, l'allocataire qui présente un recours contre une décision de la CAF qui lui refuse son APL ou une remise de dettes, verra, lui, son affaire jugée non plus par trois magistrats administratifs mais par un seul. Un juge unique statuera ainsi sur son dossier. Le rapporteur public ne présentera pas de conclusions à l'audience sur l'affaire et il ne sera plus possible de faire appel du jugement rendu. L'Union syndicale des magistrats administratifs a dénoncé ce texte, qui selon elle « instaure une justice à deux vitesses au détriment des justiciables les plus vulnérables et porte un coup à l'image de la justice administrative ». Voilà trois récentes « réformes » qui renforcent une véritable justice de classe ! Pendant ce temps, aucun moyen n'est donné pour combattre la fraude fiscale, les pôles financiers des juridictions ayant des moyens déplorables... Les réformes actuelles ne visent décidément qu'à protéger les gens d'en haut et réprimer les gens d'en bas.

**Thierry Bonhomme**



## La justice de la Commune de Paris (1871)

La Commune voulait une justice pour tous, démocratisée et humanisée.

Pour que la justice soit accessible à tous, elle a instauré le principe de l'égalité par la gratuité totale de tous les actes de justice. Les huissiers, notaires, et greffiers recevaient un traitement fixe par les pouvoirs publics.

Comme tous les autres fonctionnaires, tous les magistrats devaient être élus et révocables par le peuple. L'élection par les citoyens se faisait sur une liste de personnes aptes au poste.

Les délégués à la justice visitaient quotidiennement les prisons et organisaient la libération de nombreux détenus. Pour empêcher les actes arbitraires, toute arrestation devait être transmise aux délégués de la justice. La garde à vue par la police était limitée à 24 heures.

Enfin, considérées comme les instruments serviles de la domination monarchique, les guillotines furent saisies et brûlées sur les places publiques, provoquant l'enthousiasme populaire. Car «*la vie humaine est inviolable et nul ne doit pouvoir y attenter*»...



Destruction de guillotines par les gardes nationaux, le 6 avril 1871

“*N'imaginons pas seulement une société sans prisons, mais une société sans violence, une société de justice, donc de respect de chacun*”

Albert Jacquard dans son livre *Un monde sans prisons ?* (Points, 1993, 6 euros)

# Mineurs : l'éducation, pas la répression

*Parler des vraies causes de la délinquance et de la violence sociale serait paraît-il chercher des excuses aux délinquants, et remettre l'éducation et l'insertion comme priorités pour les adolescents, serait de l'angélisme...*

Ces principes sont pourtant ceux qui ont dicté l'ordonnance du 2 février 45. Les auteurs n'étaient pas de doux rêveurs mais, issus du Conseil national de la Résistance, ils voyaient la jeunesse comme une promesse d'avenir et non comme un danger. Depuis plus de dix ans, la primauté de l'éducatif sur le répressif a peu à peu laissé place au tout pénal, multipliant les peines et menant à l'enfermement des enfants dans les quartiers mineurs des maisons d'arrêt ou dans les établissements pénitentiaires spécifiques pour mineurs (EPM). Loin d'être impunis, ils sont les victimes d'une politique répressive de plus en plus dure qui s'abat sur eux et nie les réalités sociales, la paupérisation croissante des familles, la montée des inégalités et des discriminations, l'isolement des quartiers. La souffrance des enfants, témoins et victimes de la violence sociale que subissent leurs parents, est renvoyée à la responsabilité des familles, désignées comme les seules coupables. Des familles qu'il faut inscrire dans des stages parentaux pour leur montrer comment éduquer leurs enfants, pour qu'ils ne viennent pas perturber l'ordre public.

### Sous les gouvernements de droite...

Après l'ère Sarkozy et les lois Perben I et Perben II, l'ordonnance de 45, qui garantissait une justice adaptée à l'âge et aux difficultés rencontrées par les mineurs et permettait un accompagnement du temps de l'adolescence et de son évolution, a été peu à peu vidée de son sens. C'est à cette période que la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) a décidé de ne plus prendre en charge financièrement les Protections jeunes majeurs (PJM) qui permettaient d'accompagner les jeunes suivis jusqu'à 21 ans), laissant ainsi des centaines de jeunes sans aucun soutien face aux difficultés : chômage, logement... Cela participait au désengagement de l'État de ses missions de service public, laissant



aux seuls conseils généraux la charge de la protection de l'enfance, avec un transfert des moyens bien inférieur aux besoins. La Protection judiciaire de la jeunesse qui a succédé à l'Éducation surveillée en 1990 n'a plus de protection que le nom. Par la multiplication des contrôles judiciaires, des mesures de probation calquées sur la justice des majeurs, ce qu'il faut protéger, ce sont de plus en plus les biens et la sécurité d'un système sans scrupules, où les délits financiers restent eux totalement à l'abri des lois. La justice des mineurs a subi brutalement cette période de restriction budgétaire. Cela s'est traduit par la fermeture de services éducatifs, des personnels déplacés, des services d'insertion réduits au minimum, le recrutement de contractuels sans formation, la création de centres fermés et d'établissements pénitentiaires pour mineurs, ceux-ci en faisant entrer en «*collaboration*» les personnels et moyens de l'Administration pénitentiaire et ceux de la PJJ. Tout cela illustrent la dérive de la mission éducative vers la vocation répressive, une casse sans précédent...

### Et depuis l'arrivée de Hollande ?

La ministre de la Justice Christiane Taubira a promis la disparition des tribunaux correctionnels pour mineurs et des peines plancher, mais la loi ne sera examinée qu'en avril. En attendant, après avoir affirmé que les centres fermés «*n'étaient pas la seule solution*», on reparle à nouveau d'en créer deux fois plus... conformément aux promesses du candidat Hollande durant la campagne présidentielle de 2012.

Il faut arrêter le programme de construction des centres fermés. C'est un transfert des moyens de l'éducatif vers les lieux de contention qui ont fait la preuve de leur inefficacité : un effet «*cocotte minute*» tant la violence y est quotidienne et une antichambre de la prison, alors qu'ils étaient censés être des lieux alternatifs à la détention.

Pour cela, il faut une réelle détermination pour réaffirmer la primauté de l'éducatif sur le répressif et redonner les moyens budgétaires pour porter un vrai projet pour toute la jeunesse.

**Thérèse Guamis et Sonia Casagrande**

# Tous en prison ?

*Selon un récent sondage, 73% des personnes interrogées disent craindre d'être un jour en prison. Tous ont-ils pour autant le sentiment d'être de dangereux hors-la-loi ? Sûrement pas, mais le sentiment existe que le recours à la prison est si généralisé que nul ne peut être certain de ne jamais y aller !*

Il est vrai que 75% des personnes incarcérées le sont avec des peines inférieures à deux ans pour des délits mineurs, par exemple les vols sans violence ou les outrages aux personnes détentrices de l'autorité. Pour autant, l'idée que la prison est une menace pour tout le monde doit être très largement relativisée : les chiffres montrent que ce sont surtout les plus pauvres qui croupissent en prison (80% des condamnés ont des revenus inférieurs à 800 euros par mois). Les prisons accueillent aussi 30% personnes dont l'état de santé est incompatible avec l'incarcération et qui relèvent en réalité de soins médicaux. Par ailleurs, 25% des détenus sont en attente d'être jugés et sont donc en théorie considérés comme innocents. Toutes ces dérives font qu'aujourd'hui les prisons

sont pleines. Et il en est de même des centres de rétention, qui «*accueillent*» les sans-papiers. Aujourd'hui, à Nîmes et à Mulhouse, des centres sont construits pour recevoir les enfants !

### Conditions de vie ?

La surpopulation engendre une promiscuité permanente, qui bafoue la dignité des personnes emprisonnées. Alors que le principe du droit à la cellule individuelle est acté depuis 1975, les détenus s'entassent ainsi à trois ou quatre dans des cellules de 9 m<sup>2</sup>. Malgré leur interdiction, les fouilles à nu sont toujours appliquées, tandis que prévaut le recours abusif à la cellule disciplinaire surnommée «*mitard*». Lorsque les détenus travaillent, ils sont payés au quart du Smic, pour le

plus grand profit des patrons qui abusent ainsi d'une main-d'oeuvre captive.

La prison est une zone de non-droit, où les violences sont rarement sanctionnées. Le mal-être y est tel que 2000 détenus tentent chaque année de se suicider, et 130 y parviennent. Les personnels pénitentiaires eux-mêmes, en sous-effectif et soumis à la pression de l'encadrement, souffrent de la situation et vont souvent travailler la peur au ventre, tant la prison est devenue un haut lieu d'insécurité.

### Sortir de l'engrenage

Les prisons sont pleines et pourtant la délinquance ne diminue pas. Pas étonnant dans la mesure où 70% des détenus récidivent. Un tel taux se comprend aisément. En effet, la privation de liberté et de droits déshumanise les personnes ayant commis des actes de délinquance et ne les aide donc pas à prendre conscience de leurs actes. Elle ne permet pas non plus le travail de réinsertion pourtant indispensable pour des sorties de prison réussies. Quant aux victimes, si la condamnation de l'agresseur à une peine de prison est parfois vécue comme une reconnaissance du tort subi, elle n'a pas de conséquences concrètes en termes de réparation des dommages subis. De ces constats, il serait facile de tirer la conclusion que le recours à l'emprisonnement est inutile et que d'autres pistes doivent être explorées. Pourtant, le discours dominant est à l'inverse. Plus l'inefficacité

de la prison est démontrée, plus le recours systématique à l'emprisonnement est prôné. C'est qu'au fond la classe dirigeante juge que la prison lui est indispensable pour rappeler au peuple qu'il doit respecter l'ordre économique. Un ordre économique dont l'injustice est pourtant à la source de bien des comportements délictueux, qu'ils soient motivés par la nécessité de survivre ou la rage suscitée par des inégalités devenues insupportables.

### Inverser la tendance

Des mesures immédiates doivent bien sûr être prises. Il faut notamment supprimer les peines plancher et développer les mesures de substitution à la prison, notamment pour les mineurs et les petits délits. Cela suppose d'embaucher et de former des personnels en nombre suffisant. De même, c'est à l'hôpital, et non en prison, que les malades doivent être soignés, ce qui là aussi suppose des moyens. À plus long terme, c'est la construction d'une société délivrée des méfaits du capitalisme qui permettra de faire baisser la délinquance liée à la misère. En attendant, la priorité est de punir ceux qui pillent le pays par la grande délinquance financière en les frappant à la caisse. La richesse ainsi récupérée permettra de donner à toutes et tous les moyens d'une existence digne, afin que personne ne soit contraint de recourir à des actes qui mènent aujourd'hui en prison.

**Roseline Vachetta**

GEORGES ABDALLAH

## 30 ans de prison, 30 ans de résistance

Georges Abdallah est un résistant qui s'est battu contre l'invasion israélienne du Liban en 1978. Il a combattu, notamment comme membre du Front populaire de libération de la Palestine, contre l'occupation de la Palestine.

Il a terminé sa peine de sûreté depuis 1999. Son maintien en captivité est un choix politique de l'État français appuyé par Israël et les États-Unis. À ce sujet, la DST (service secret français) a déclaré en 2007 : « Personnalité emblématique de la lutte anti-sioniste, la libération de Georges Abdallah constituerait sans nul doute, au Liban, un événement. Il sera probablement fêté comme un héros à son retour dans son pays, mais aussi par différentes mouvances engagées dans la lutte révolutionnaire ».

### Rassemblement national

Le rejet de sa huitième demande de libération conditionnelle en avril 2013, après de nombreuses manœuvres politico-judiciaires, montre bien la volonté de ne pas le libérer. Ce qui lui vaut cet acharnement, c'est de rester un militant anti-impérialiste et pro-palestinien implacable et de n'avoir jamais renié ses opinions.

Au Liban, dans le monde arabe, mais aussi en Europe et dans le reste du monde, la lutte pour sa libération s'amplifie. Car seule une forte mobilisation populaire fera sortir Georges Abdallah de prison. Nous appelons à un rassemblement national le plus large possible le samedi 26 octobre à Lannemezan devant la prison où il est enfermé. Pour reprendre ses mots « Ensemble, camarades, nous vaincrons et ce n'est qu'ensemble que nous vaincrons ».

Palestine vivra, Palestine vaincra !

Libérez Georges Abdallah !

Collectif pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah

Samedi 26 octobre, manifestation à 14h devant la gare de Lannemezan (65).

## RYTHMES SCOLAIRES Transformer la colère en mobilisation

L'écoeurement monte dans les 17% de communes qui appliquent la réforme des rythmes scolaires. La mobilisation se développe elle aussi, malgré les freins déployés par les amis du PS.

Pour les enfants, la désorganisation est telle que la mairie et le rectorat de Paris reconnaissent du bout des lèvres que la réforme n'est pas applicable en maternelle. Mais ce sont toutes les élèves qui sont touchées. Les inégalités que porte en elle cette réforme commence aussi à apparaître au grand jour. Peillon affirme que la réforme doit apporter du contenu culturel supplémentaire par rapport à l'école. Le message devient plus clair : aux enseignantEs les maths et le français (les matières qui sont d'ailleurs les plus discriminantes...), et à chaque école son apport culturel. Bien entendu, les ateliers n'ont rien de commun entre les écoles des

quartiers populaires et des quartiers riches. Au sein même des écoles, les discriminations se développent : les élèves que les intervenants des associations culturelles n'arrivent pas à intéresser sont punis et donnés en garde, dans des groupes plus nombreux, aux animateurEs, habituéEs à « gérer » ces enfants.

### Fatigues et désordre

Les enseignantEs ressentent de plus en plus la fatigue et les congés maladie commencent à se multiplier. À la fatigue physique liée à l'absence de coupure le mercredi, s'ajoute la totale désorganisation, le temps passé à remplir des listes d'élèves, à vérifier les entrées et les sorties, la difficulté à

articuler l'école et tous les moments de périscolaire, les lieux, les consignes, les règles... Le désordre est tel que Peillon a promis aux maires de reconduire l'aide financière de l'État pour appliquer la réforme. Une aide de toute façon totalement insuffisante. Mais étrangement, le gouvernement multiplie les provocations envers les enseignantEs. La dernière est d'exiger d'eux qu'ils travaillent un jour de plus pour compenser le jour de la pré-rentrée, lors de laquelle les enfants n'ont pas classe. Il demande donc de travailler deux fois pour une même journée !

À Paris, un millier d'enseignantEs ont manifesté lundi 14 octobre, au moment du Conseil de Paris. Bertrand Delanoë, qui y faisait un premier bilan de la réforme, a eu le culot d'affirmer qu'il s'agissait de la meilleure rentrée depuis quinze ans. La mairie de Paris est pourtant aux abois et a mis en place un dispositif policier considérable pour limiter la mobilisation : le

métro était fermé et la place de l'Hôtel-de-Ville entièrement verrouillée par les CRS. Des grèves enseignantes commencent à s'organiser sur le territoire : le 12 novembre à Paris, le 13 dans l'Oise et peut-être aussi en Haute-Garonne.

### Construire une grève massive et nationale

Chez les animateurs chargés des ateliers, la colère monte aussi. En effet, les salaires ne seront pas versés avant novembre, les changements de statut (passage de la catégorie C de la fonction publique à la catégorie B pour les responsables des ateliers à Paris) sont reportés au mieux à février 2014, de nombreux responsables n'ayant même pas en attendant de contrat de travail correspondant à leur emploi. Les transports ne sont pas remboursés. Et surtout, le temps de travail est totalement déstructuré par la réforme, alors que les animations culturelles auraient très bien pu être organisées le mercredi ! À Paris, une grève des animateurs a lieu vendredi 18 octobre, en Loire-Atlantique elle a eu lieu le 10 octobre. Il s'agit d'imposer un recul sur la réforme, et d'obtenir des acquis sociaux et des embauches.

Tout semble donc réuni pour qu'une mobilisation nationale se crée pour l'abrogation de la réforme. Mais c'est sans compter sur les réseaux considérables dont dispose le PS. De plus en plus contestée par sa base, la direction nationale de la FCPE affirme que « les enfants sont contents et que c'est l'essentiel ». Comme le PCF, la CGT des animateurs demande des moyens pour appliquer mieux la réforme. La direction nationale du SNUipp-FSU est bien obligée de prendre en compte la colère des enseignantEs mais la détourne vers une pétition ne demandant pas le retrait de la réforme, proposant l'organisation d'une montée nationale un mercredi, sans appel à la grève...

Aux enseignantEs, aux personnels et aux parents de prendre les affaires en main, de construire une grève massive et nationale pour retirer cette réforme de casse du service public.

Antoine Larrache



RETRAITES

## Ils votent le recul social

Pas de suspense ce mardi 15 octobre : les députés PS et radicaux ont voté l'allongement à 43 annuités de la durée de cotisation nécessaire pour bénéficier d'une retraite pleine et entière...

Les pseudo-compensations concernant le travail à temps partiel, la pénibilité ou les stages des jeunes ne compensent pas le recul général lié à cet allongement. Le report de la revalorisation du 1<sup>er</sup> juin au 1<sup>er</sup> octobre (sauf pour les « bénéficiaires » du minimum-retraite) pénalisera la plus grande partie des retraités.

### Une mobilisation pas à la hauteur

Évidemment ce ne sont pas les quelques milliers de manifestantEs, rassemblés mardi devant l'Assemblée nationale à Paris à l'appel unitaire de FO-FSU-CGT-Solidaires et dans une centaine de villes en région, qui risquaient de faire hésiter les godillots « socialistes ».

Depuis le début de la pseudo-concertation, sous couvert de dialogue social, le gouvernement à largement bénéficié du soutien de la CFDT, de la

CFE-CGC et de la CFTC. Mais, dans le même temps, l'acceptation de ce dialogue social par les directions syndicales se déclarant opposées au projet

de loi a largement contribué au plombage des mobilisations. Certes, des équipes syndicales « à la base », voire des structures « intermédiaires », ont

radicalement critiqué cette stratégie et se sont mobilisées clairement contre le projet du gouvernement. Mais sur un fond de scepticisme

Manifestation pour les retraites mardi 15 octobre à Paris. PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB





# IBM Harcèlement et discrimination

Lundi 30 septembre, Christian Agon, délégué syndical CGT chez IBM, comparait devant la justice à la demande de la direction de l'entreprise qui exige une nouvelle fois son licenciement et le versement de dommages et intérêts.

Petit rappel des faits. Harcelé et discriminé pour avoir voulu début 2008 défendre les grilles de rémunération des salariés commerciaux et technico-commerciaux et dénoncer au CHSCT les pratiques de management, Christian était abusivement licencié en août 2009. Il était pourtant protégé par l'imminence de sa candidature aux élections professionnelles. Il a été réintégré en août 2010 suite à une décision de

la cour d'appel de Paris, confirmée par un arrêt de la cour de cassation de décembre 2011, mais toujours indésirable.

## Répression anti-syndicale

Depuis cette date, Christian subit toujours les attaques de la direction d'IBM qui s'évertue à le placarder et à le maintenir dans un service commercial en forte décroissance, tout en lui fixant des objectifs irréalisables pour sans doute pouvoir lui signifier une

insuffisance professionnelle dans une prochaine évaluation!

Depuis sa réintégration, Christian n'a pas retrouvé de sérénité au travail. Sa situation morale et physique s'est dégradée au fil du temps : harcèlement moral, attaques personnelles d'autres salariéEs, management manipulateur et pervers qui s'est traduit par une longue descente aux enfers. Il est actuellement arrêté depuis mars 2013 et vit une situation de souffrance au travail nécessitant un suivi régulier pour des troubles anxio-dépressifs.

Cette politique antisyndicale s'inscrit dans la politique de régression sociale d'IBM et de la liquidation de milliers d'emplois. Depuis 1992, IBM France est passée

de 32500 salariéEs, à 8900 aujourd'hui et fin avril elle a présenté son planning de suppression de 1200 à 1400 postes en France, soit plus de 14% des effectifs, 1 salariéE sur 7.

Grâce à l'ANI de Janvier 2013 et à la loi sur la flexibilité qui en découle, les procédures seront accélérées,

et les moyens de recours considérablement réduits. IBM n'a pas attendu pour s'engouffrer dans la brèche, et c'est bien le combat de la CGT d'IBM contre cette politique qui explique l'acharnement contre Christian Agon. Rendu du jugement le 11 décembre 2013.

**Correspondant**



PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

MONTPELLIER UNIVERSITÉ

# La fac n'est pas à vendre

« À Paul Va' comme ailleurs, stoppons la rigueur ».

C'est derrière cette banderole que 400 étudiantEs et personnels de la fac Paul-Valéry ont défilé les 3 et 11 octobre à l'issue d'AG de plus en plus suivies (jusqu'à 800 personnes).

En cause, les lois LRU (loi relative aux libertés et responsabilités des universités), RCE (responsabilités et compétences élargies) et Fioraso qui imposent aux universités des coupes budgétaires entraînant la faillite de l'enseignement supérieur et de la recherche.

17 septembre : La présidente de l'UM3 jette un pavé dans la mare et fait voter par le conseil d'administration un projet de plan de restriction pour la rentrée 2014 afin de palier le déficit structurel de 3,6 millions d'euros. Parmi les mesures envisagées : limitation d'accès à l'université et aux formations (tirage au sort pour s'inscrire dans certaines filières), fermeture complète du site universitaire de Béziers, réduction des enseignements et fin du financement des contrats doctoraux...

## Des AG à la grève

Le 26 septembre a eu lieu une première AG, à l'appel de la CGT, FO, Unef, Solidaires ÉtudiantEs, Collectif des précaires de la recherche, pour refuser ces mesures et exiger de la ministre Fioraso la restitution des 4 millions manquants. Aujourd'hui la totalité des organisations syndicales sont dans le mouvement, et un comité de mobilisation a été créé.

Étape suivante : la grève ce mardi 15 octobre, avec AG et manifestation pour rejoindre le cortège contre la réforme des retraites. L'objectif est de construire un vrai rapport de forces local, avec l'unité dans la grève, et mobiliser les autres universités et les lycées. Présent à toutes les AG et dans le comité de mobilisation, le NPA a distribué un tract sur le refus des politiques d'austérité à la fac comme ailleurs.

**Correspondants jeunes, chercheurs et enseignants chercheurs du NPA 34**

# JOUÉ-LES-TOURS (37) C'est Michelin qu'il faut licencier

En juin, la direction de Michelin annonce la suppression de 726 emplois à Joué-lès-Tours (sur 930), alors que rien qu'en 2012, les bénéfices ont augmenté de 7,4% ! Face au mépris, la colère ouvrière.

Mardi 8 octobre, c'est plus de 1500 personnes qui ont manifesté dans les rues de la ville à l'occasion d'une réunion du comité central d'entreprise. Dès 1 heure du matin, l'usine était à l'arrêt. La grève est massive et l'usine bloquée. Devant la tournure prise par les discussions avec la direction, les manifestantEs investissent la salle où se déroule la réunion de négociation. Les négociateurs patronaux doivent se sauver par une petite porte, protégés par

quelques gros bras au service de la direction.

## En colère !

Depuis, l'entrée principale du site est bloquée, empêchant les camions de s'approvisionner en pièces, ce qui se fait sentir sur d'autres sites du groupe (Roanne, Troyes et Cholet qui sont fournis en produits semi-finis par l'usine jocondienne). Tout ce qui symbolise Michelin a été brûlé (drapeaux, bonhomme Michelin...) et un tas de pneus brûle en quasi continu. La rocade

de l'agglomération, toute proche, est régulièrement coupée aux heures de pointe.

La colère et la détermination se font sentir. Colère face au mépris de Michelin. Colère face à de tels licenciements sous un gouvernement qui se dit de gauche. Les élus locaux, tous au PS, se disent solidaires mais ne font rien pour dire à Michelin qu'on ne peut pas sacrifier la vie de 726 familles!

Pour l'instant, les équipes syndicales SUD (majoritaire sur le site) et CGT mènent la bagarre sur la négociation du « plan social » et pas

contre la fermeture du site. Beaucoup expliquent qu'ils ne veulent pas se retrouver sans rien s'ils s'arc-boutent sur cette revendication. Tous sont surtout conscients de la nécessité de se battre maintenant et de construire un rapport de forces pour faire plier Michelin.

Le NPA est totalement solidaire de la lutte des salariéEs de Michelin. Aujourd'hui cette solidarité doit s'organiser avec celles et ceux qui luttent pour ne pas accepter les diktats patronaux. À Michelin comme ailleurs!

**Correspondant**



DR

fondé sur les défaites des dernières mobilisations et l'insécurité sociale alimentée par la montée du chômage, cela n'a pas permis de changer la donne. Les salariéEs guettent inquietEs que leur tombe sur la tête un plan de licenciement ou un accord de compétitivité aggravant les conditions de travail et bloquant les salaires. À l'image du secteur hospitalier, ceux du public se battent pied à pied contre la liquidation de l'hôpital public. EnseignantEs et parents d'élèves bataillent contre un aménagement du temps scolaire qui cache la précarisation de l'emploi, la mise en cause du cadre national dans l'éducation, tout en aggravant les conditions de travail des enseignantEs et des études des jeunes. Et le cirque électoral, dans

lequel le Front national se taille la part du lion médiatique, au-delà de la mise en lumière de la pénétration du poison raciste, sécuritaire et réactionnaire, contribue aussi à évacuer de la scène la politique gouvernementale, entre autres sur les retraites.

Pourtant, tout n'est peut-être pas dit, tout n'est peut-être pas joué. À l'image des mobilisations qui se développent contre les accords de compétitivité, au vu des conséquences pratiques, l'aggravation des conditions de vie et de travail qu'elle va induire, la contre-réforme gouvernementale peut produire des effets différenciés de mobilisation. Les luttes évoquées ci-dessus en sont peut-être les prémices. Contre la réforme des retraites Hollande-Ayrault, la lutte continue.

**Robert Pelletier**

# UNIVERSITÉ La mobilisation s'organise

Contre la casse des conditions d'études organisée par les directions des universités et par le gouvernement, des étudiantEs commencent à se mobiliser dans plusieurs facs.

Le tirage au sort pour s'inscrire à l'université? Les étudiantEs du site universitaire de Béziers dans la région de Montpellier ont appris que la direction de la fac avait pour projet de fermer le site universitaire. Les 800 étudiantEs du site se sont vus offrir une possibilité d'inscription à Montpellier 3, à 75 km de là! Mais l'administration de Montpellier 3 a immédiatement expliqué qu'elle n'aurait pas les moyens d'accueillir tout le monde et qu'elle procéderait à un tirage au sort pour les inscriptions... Les étudiantEs de Montpellier 3 ne sont d'ailleurs pas épargnés par ce plan d'austérité, et ont massivement réagi (cf. article ci-dessus).

## Se regrouper contre l'austérité

Partout, les conséquences de l'austérité sur les facs ont le même impact : sélection renforcée, examens dégradés avec remise en cause des rattrapages, manque de profs, disparition de filières et d'options, ... Les étudiantEs qui se mobilisent actuellement au travers d'assemblées générales qui se tiennent dans de plus en plus d'universités montrent la voie à suivre : nous regrouper massivement pour poser tous les problèmes sur la table, organiser une mobilisation déterminée pour en finir avec l'austérité à l'université. Les problèmes budgétaires sont le résultat de la politique consciente du

gouvernement Hollande qui a refusé de remettre en cause l'autonomie financière des universités décidée sous Sarkozy. La nouvelle loi qu'il fait passer, la loi Fioraso, va même aggraver les choses en permettant aux universités de se regrouper dans des mastodontes de plusieurs centaines de milliers d'étudiantEs pour gérer la pénurie budgétaire.

## Une lutte nationale contre le gouvernement

Chaque année, 5 milliards d'euros sont ponctionnés sur le budget national de l'enseignement supérieur pour soi-disant financer la recherche des entreprises du CAC 40 comme PSA ou Sanofi. Ce sont

les mêmes qui augmentent leur profit en licenciant des centaines de salariéEs. Il faut récupérer cet argent qui suffirait largement à combler le déficit budgétaire des universités. Pour mettre un terme aux problèmes concrets qui nous pourrissent la vie, il faut contrer la politique du gouvernement par une mobilisation massive sur toutes les universités. Une première date nationale de mobilisation étudiante, le 24 octobre, est proposée par plusieurs organisations intervenant dans les universités. Il pourrait s'agir d'une première étape pour unifier toutes ces mobilisations locales et montrer que de plus en plus d'étudiantEs décident de ne pas laisser leur avenir se dégrader. Cela changerait sans doute le climat actuel, en montrant qu'un secteur de la jeunesse entre en lutte.

**Danny Dhan**



## Les comités en action!

**Alfortville (94) : soutien aux grévistes de Sepur**  
Spécialisée dans la gestion des déchets et la propreté urbaine, la société Sepur, dont le siège est à Alfortville, connaît depuis lundi 7 octobre un mouvement de grève très combatif. Plus d'une vingtaine de travailleurs occupent le centre de traitement. Parmi eux, les sans-papiers exigent (entre autres) d'être régularisés. Par solidarité, leurs collègues ont suivi le mouvement. Les conditions de travail sont très dures : début de la journée à 5h du matin. La direction embauche en fonction de ses besoins, pour 2 ou 3 jours si c'est nécessaire, la population immigrée sans papiers étant facilement surexploitable... Le mouvement a été très rapidement soutenu par le collectif des migrants, la LDH, l'UD CGT, le NPA 94 et le Front de gauche local. 5 camarades du NPA se sont rendus sur le piquet de grève vendredi 11, où ils ont été très bien reçus par la CGT. Quelques tracts NPA distribués, un effort financier des camarades, et un café offert par les grévistes... Avec invitation à revenir le lendemain autour d'un mafé. Sous la pression, la direction a accepté de signer les papiers d'embauche nécessaires à la constitution des dossiers de régularisation. La balle est maintenant du côté du préfet, mais un gros problème demeure : obtenir le droit de travailler pendant que le traitement des dossiers est en cours. Affaire à suivre.

### Vosges : réussite de la fête du NPA

À l'ouverture de notre fête départementale, la centaine de chaises installées étaient toutes occupées ! Philippe Poutou a exposé les positions du NPA, l'état d'esprit que l'on ressent en ce moment dans le pays. L'auditoire a été largement convaincu. Au débat d'une heure qui a suivi, une question principale : comment notre camp peut relever la tête en ces temps difficiles ? D'autres questions aussi, comme l'internationalisme avec la question palestinienne et les révolutions arabes, la presse, les reculs du gouvernement notamment à Florange, où nous avons appris qu'un leader syndical de Florange serait candidat pour le PS aux élections européennes... La question des prochaines municipales fut abordé par les camarades du Front de gauche. À Gérardmer, nous construisons une liste sans le représentant de la « gauche » de gouvernement. La partie festive était assurée par « Tournée générale », un groupe de grande qualité par son engagement et sa musique. Un point important pour nous a été la présence de nouvelles têtes à la fête, avec prise de contact. De l'avis général, ce fut un succès encourageant pour l'avenir.



### Poissy (78) : À PSA, les grévistes de la faim toujours déterminés

Samedi 12 octobre, au 25<sup>e</sup> jour de grève de la faim des 7 ouvriers syndicalistes SUD pour dénoncer la charge de travail et le système PSA, une manif était appelée par le collectif de soutien. Elle a rassemblé une centaine de personnes, pour l'essentiel militants politiques et syndicaux, Solidaires, PG et NPA notamment. Dans un contexte dégradé par les accords de compétitivité et l'inaction des confédérations, sur les retraites comme pour le reste, le NPA soutient toutes les résistances aux attaques antisociales. Il s'agit de briser la loi du silence, de donner des perspectives au combat courageux des grévistes et, au-delà, à toutes les travailleuses, pour aller vers la convergence des luttes.

## Chroniques municipales

# En Gironde, le NPA invite à débattre et construire

*Les municipales peuvent être une étape dans le rassemblement de celles et ceux qui combattent les politiques d'austérité, d'une opposition de gauche. Dans cette perspective, le NPA33 a pris l'initiative de rencontres.*

**N**ous nous sommes adressés, en fonction des communes et des réalités locales, à Lutte ouvrière, aux composantes du Front de gauche, au POI et aux militants locaux se situant en opposition au gouvernement. Nous l'avons fait dans les communes où nous avons des élus (Cenon, Lormont, Pessac, Cestas) ainsi qu'à Bordeaux, Mérignac et Talence, ce qui regroupe les communes les plus importantes de l'agglomération.

### Expériences d'une opposition de gauche

Actuellement, cinq éluEs NPA siègent dans des conseils municipaux à Cenon, Cestas, Lormont et Pessac, dont quatre effectuent un deuxième mandat en toute indépendance des majorités municipales (PS-EELV-PCF ou PS-PCF). Nous y sommes souvent bien seuls à nous opposer aux politiques libérales à l'œuvre et à permettre que la contestation sociale et la révolte s'y invitent. C'est une expérience qui rend les discussions avec les autres militants très concrètes... Les premiers échanges que nous avons eus ont tous été utiles, permettant de confronter les raisonnements et les solidarités des uns et des autres. Cela a permis des

clarifications avec parfois des désaccords profonds, ou au contraire des préoccupations communes qui font que des débats plus précis peuvent s'engager. Les seuls militantEs qui semblent craindre ce débat sont malheureusement ceux de Lutte ouvrière. Ils n'ont le plus souvent même pas jugé utile de répondre, sauf à Mérignac où des militantEs ont justifié de partir seul par un « nous, on défend le communisme » ne souffrant pas de discussion !

### Petit tour des discussions en cours

Sur Lormont, seul un représentant du PG est venu à une première réunion : il nous a dit attendre la position nationale, tout en se prononçant pour une liste commune indépendante du PS y compris sur le budget... À Cenon, sans surprise, le PCF n'a pas répondu à l'invitation (il se prépare à repartir avec le PS) mais nous avons eu des échanges riches avec des militantEs PG et un camarade de la GA. Ce dernier est partant pour une liste indépendante d'opposition de gauche. Le PG est également ouvert : second tour, opposition au budget... À Pessac, les militantEs du PC ont répondu à l'invitation : l'occasion

d'une discussion franche et fraternelle sur nos orientations. Mais s'il n'a pas tranché sur repartir avec le PS dès le premier tour ou le faire au second, le PCF n'envisage pas d'être dans l'opposition à une majorité PS... Quant au militant de la FASE également présent, il n'a fermé aucune porte.

À Mérignac, le PCF (qui participe à la gestion municipale avec le PS) est venu à notre invitation mais veut continuer à « rassembler toute la gauche »... Les militantEs PG continuent la discussion.

À Bordeaux, la GU, CetA et le PG ont participé à une première réunion ainsi qu'un militant PCF à titre individuel. AC! et Les Rouges-Vifs souhaitent être associés à la démarche. Si la nécessité d'une liste en opposition au gouvernement ne fait pas débat, par contre les choses sont bien moins évidentes pour le positionnement au deuxième tour... À Talence, plusieurs réunions ont eu lieu, réunissant des militantEs NPA, PCF, PG et GA sur la base de travail antérieur commun lors des cantonales mais aussi lors de luttes locales.

Partout donc, débats et clarifications continuent. À suivre...

Le NPA 33

## Le parti en campagne

### CAMPAGNE FINANCIÈRE

# Maintenant ou jamais!

*La campagne financière du NPA pour récolter un million d'euros est lancée depuis juillet dernier. Le NPA ne bénéficie ni de sinécures au sein des institutions, de la haute administration ou des multinationales, ni de l'aide de l'État. Il ne peut compter que sur ses capacités à trouver lui-même cette somme.*

**M**ais ce n'est pas une mince affaire, un million ! Cela demande une forte mobilisation de tous les militantEs du NPA pour convaincre le plus largement possible que donner de l'argent à une organisation anticapitaliste, ce n'est pas à fonds perdus mais que, bien au contraire, cela est un vrai investissement... pour l'avenir des idées d'émancipation sociale. Lors des deux dernières semaines qui viennent de s'écouler, avec le NPA, on a pu crier notre colère face au drame de Lampedusa et dénoncer les barbelés des frontières du capitalisme. On a aussi serré les dents et lâché notre dépit face au score du FN à Brignoles car un élu du Front national, c'est forcément une mauvaise nouvelle pour l'ensemble du monde du travail. Un de nos porte-parole s'est pris des coups lors d'une manif contre des patrons-voyous qui, comme dans ce Leclerc de Bordeaux, osent licencier une

salarisée de 62 ans parce qu'elle aurait mangé une fraise prise dans le rayon ! Le NPA a également été présent dans les grèves et les manifestations pour le retrait du projet de loi sur les retraites. Car cette société-là, ce gouvernement-là on n'en veut pas ! Alors pour qu'on puisse le dire haut et fort, l'écrire, l'imprimer, le coller sur les murs, on a besoin d'argent. Plus que jamais.

### Réussir la première étape

Le 30 octobre, ce n'est pas encore tout de suite mais ça approche malgré tout. Il nous reste encore trois semaines pour atteindre l'objectif que nous nous sommes fixé, à savoir collecter les 200 000 premiers euros qui vont nous emmener vers le million. Car il s'agit bien de réussir cet objectif final et c'est pour cela qu'on a besoin d'une belle victoire d'étape. Alors, il faut y aller vraiment désormais car on est encore trop loin du compte. On a bien discuté dans les comités du parti, on a

bien échangé des arguments lors de nos assemblées générales, on a parfois émis des doutes et on s'est posé bien des questions... Mais maintenant, en avant ! Sinon, « ça va pas être possible ». Certes, c'est une étape difficile, c'est la pente un peu raide des premiers cols et on a encore les mollets un peu faibles et le souffle pas très sûr quand il faut aller frapper aux portes et aux porte-monnaie. Mais quand on commence par les camarades, les amiEs les plus proches, on est rassurés, ça donne et bien plus facilement qu'on ne le craignait. Les apparitions publiques du parti menées dans l'Eure, la Franche-Comté ou ailleurs pour récolter des sous doivent nous donner confiance. Mais bien sûr, si on n'essaie pas, il n'y a pas trop de raison que ça tombe du ciel ! Alors n'attendons plus pour nous donner les moyens de notre politique !

Pour plus d'informations, pour nous aider : <http://npa2009.org/souscription>





# Marseille, capitale des galériens ?

En octobre 2012<sup>1</sup>, les associations du « Grand St Barth' », territoire qui réunit huit quartiers populaires du Nord de la ville, lançaient la première fronde médiatique contre l'année capitale « Marseille Provence 2013 - MP13 ».

parole à ceux qui ne l'ont pas.

Neuf mois de préparation pour programmer deux jours de fête où artistes du quartier, de Marseille et d'autres pays sont venus faire danser les festivaliers. Deux jours de débats également sous le thème des 30 ans de la Marche pour l'égalité. MilitantEs d'extrême gauche ou des quartiers populaires, « simples » MarseillaisEs, sociologues, ont pu venir débattre des perspectives à donner pour une alliance des quartiers populaires et de la classe ouvrière « traditionnelle ». « Paroles de Galère » a ainsi réuni un peu plus d'un millier de festivaliers.

## Construire de nouvelles pratiques

Le bilan, qui sera fait dans quelques jours lors d'une réunion publique

ouverte à touTEs, ne sera pas unanime et tant mieux ! L'ouverture prévue le vendredi soir a dû être annulée, suite à la mort d'un jeune dans la cité voisine des Flamants, remplaçant ainsi le festival à son humble place dans des territoires où la violence fait parfois norme. Déserté depuis une décennie par la vie associative, le quartier de Picon a été bousculé par cette arrivée soudaine de « cultureux ». Communication qui mériterait d'être plus poussée ou manque d'informations quant à l'indépendance vis à vis des institutions, quelques « hics » ont été relevés... Alors que MP13 apparaît à juste titre comme un projet pour les bobos et que l'alternative culturelle peine à être connue hors du centre ville, les « gauchos » de Paroles de Galère doivent encore prouver leur volonté de construire de nouvelles pratiques.

Toutefois pas de quoi gâcher une fête à laquelle ont participé en nombre les habitantEs et où plusieurs dizaines d'entre eux sont venus filer un coup de main, déjà convaincus en amont ou motivés dans la pratique. Une nouvelle édition du festival pourrait donc voir le jour. Le projet de cette nouvelle formule du festival continue donc à se construire, enrichi des critiques. « Paroles de galère » aura cette année retrouvé sa place, celle d'un creuset culturel populaire, d'un espace d'échange de pratiques et de trajectoires sociales différentes, unies par une volonté commune de débattre et de faire la fête, de trouver un nouveau chemin pour les luttes collectives et ça, MP13 ne pourra jamais nous le voler !

Kevin Vay

1. Cf. *Tout est à nous !* n°183

Dénonçant les « quartiers créatifs » qui visaient à valoriser les effets pervers des rénovations urbaines et la relégation des classes populaires hors des nouveaux centres urbains, les associations d'habitants remettaient leur propre richesse culturelle au cœur du débat. Quelques mois plus tard, les bénévoles du festival « Paroles de galère » renouaient des contacts pré-existants avec ces associations. Créé trois ans plus tôt à la Friche Belle de Mai, ancienne friche industrielle devenu le lieu culturel « bobo » de Marseille 2013, le festival cherchait à retrouver son projet initial de (re)donner la

## Expo

### « Tour Paris 13 »

5 rue Fulton, Paris 13<sup>e</sup>, jusqu'au 31 octobre. Entrée gratuite



Rencontre de deux phénomènes d'époque, les artistes du Street art, art précaire et éphémère, et l'immobilier précaire et éphémère : une tour d'habitation destinée à la démolition. Ils viennent des quatre coins du monde : Chili,

Colombie, Portugal, Tunisie... Au total, près d'une centaine de graffeurs de dix-huit nationalités différentes ont investi l'immeuble du 3-5 rue Fulton. Un morne HLM de neuf étages du 13<sup>e</sup>ème arrondissement de la ville de Paris, transformé en temple du street art le temps d'une saison. Le projet, baptisé « Tour Paris 13 » est ainsi voué à disparaître. Il est pourtant possible d'y admirer cette galerie d'un style tout à fait particulier et de rencontrer les artistes jusqu'au 31 octobre, mais attention les visites sont limitées à 49 personnes. Parmi les artistes présents, El Seed, Inti Castro, Stinkfish ou encore Panteone, grands noms de l'art de rue. Heureusement, ces œuvres ne pourront pas subir le sort de celles de Banksy en Grande-Bretagne où les propriétaires des murs les ont fait découper pour les vendre...

Milo

Plus d'infos : [www.tourparis13.fr](http://www.tourparis13.fr)

## Essai

### Salaire et compétitivité de Reginald Savage et Michel Husson

Les petits dossiers de l'autre économie, Beliveau, 2013, 8 euros



Les auteurs reviennent sur les fondamentaux : l'énorme transfert de richesse produite par les salariés vers les actionnaires, du travail vers le capital, opéré grâce au levier du chômage... En d'autres termes : la non-redistribution des gains de productivité aux salariés, notamment

sous forme de réduction du temps de travail et d'augmentation des salaires, engendre une montée du chômage et, de l'autre, alimente le transfert vers les actionnaires. Ce modèle économique non viable à terme est pour les auteurs le produit d'une structuration sociale bien connue. On regrettera juste qu'ils ne s'expriment pas plus longuement sur les moyens d'inverser la pyramide... Par contre, l'idée du transfert des dividendes vers les salaires attire toute notre sympathie ! Ce petit livre, accessible même si très technique, est une vraie mine d'or pour les militants politiques et syndicaux.

Les libraires de La Brèche

## Roman

### Le mur, le Kabyle et le marin d'Antonin Varenne

Points roman noir, 2013, 7,30 euros



Tout commence avec un boxeur qui livre ce qui est peut-être son dernier combat. Il y met toute son énergie, toute sa rage de devoir bientôt

cesser de monter sur le ring. On l'appelle le Mur, il est boxeur, il s'appelle Georges Crozat et il est flic. Déboussolé, en bout de course,

il commence à utiliser ses poings en marge de son boulot, qui lui rapportent de quoi passer les nuits avec des filles. Mais quand il se retrouve face au vieux Kabyle qu'on lui a demandé de dérouiller, les choses se mettent franchement à dérapier. Et de vieilles histoires datant de la guerre d'Algérie remontent à la surface, que certains souhaiteraient oublier. Comme c'est le cas pour Pascal Vérini, appelé du contingent qui refusa de pratiquer la torture, là où d'autres s'en donnèrent à cœur joie. C'est un roman noir, et c'est aussi une réflexion sur la désobéissance ordinaire, et sur les traces que ce conflit a laissées.

Henri Clément

## Histoire

### 1870-1871. Autour de la Commune de Marseille

#### Aspects du mouvement communaliste dans le Midi

Sous la direction de Gérard Leidet et Colette Drogoz, Syllepse, 2013, 15 euros



On honore encore la plus belle icône de la Commune de Paris, celle qui succomba à l'hôtel Oasis, Louise Michel. Mais on oublie combien Marseille a aussi été une ville insurrectionnelle en 1871. Cet ouvrage collectif rappelle les heures brûlantes de la ville où celle-ci ne s'illustrait pas seulement comme aujourd'hui par la mort brutale de jeunes gens mais par l'exécution

de jeunes anarchistes membres de l'Internationale, tels le typographe André Bastelica. Par diverses fenêtres, l'ouvrage scrute l'insurrection marseillaise et examine l'âge, le sexe ou la profession des insurgés de la Commune de Marseille. Les artistes, comme Rosa Bordas qui chante « la Canaille », sont très présents parmi les communards. En cela, l'actuelle « Marseille Provence

2013 » fait triste figure avec ses artistes au garde à vous. À l'époque, c'est l'AIT qui tient la ville dans ses mains dans une alliance avec les radicaux, comme l'illustre Gaston Crémieux honteusement exécuté sur l'ordre direct de Thiers. On retiendra l'intéressant corpus de textes en occitan et de chansons célébrant l'événement.

Christophe Goby



librairie  
la-breche.com

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE

27 rue Taine 75012 Paris  
Tél. : 01 49 28 52 44  
Fax : 01 49 28 52 43

[www.la-breche.com](http://www.la-breche.com)  
[contact@la-breche.com](mailto:contact@la-breche.com)

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h,  
mardi au samedi :  
12 h – 20 h

